

## I. ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE

### 1) INTRODUCTION

1. Depuis plus de 30 ans, la Thaïlande suit une stratégie axée sur le développement tiré par les exportations, qui lui a permis de devenir un grand exportateur de produits industriels et d'enregistrer une expansion économique rapide, en particulier au début des années 1990. Toutefois, la croissance s'est ralentie dans les années 2000, freinée, entre autres choses, par la décélération de l'investissement et les goulets d'étranglement au niveau des infrastructures. Bien que la Thaïlande ait considérablement libéralisé le commerce et l'investissement après la crise financière asiatique de 1997, il subsiste dans certains sous-secteurs de services d'importantes restrictions à l'accès au marché qui peuvent être en partie responsables de la faible croissance de l'investissement privé. Actuellement, les autorités mettent en œuvre des mesures destinées à redynamiser l'économie, notamment par l'amélioration des infrastructures et le développement du secteur financier.

2. L'économie thaïlandaise a affiché une croissance annuelle moyenne de 3,2% en termes réels pendant la période considérée (2007-2010), rythme inférieur au taux de croissance moyen de 5,7% enregistré entre 2003 et 2006, ce qui s'explique en partie par les effets de la crise économique mondiale (2008-2009). Durant l'essentiel de la période considérée, la croissance a principalement été induite par les exportations et, dans une moindre mesure, par la demande intérieure, surtout la consommation publique, tandis que l'investissement brut est resté nettement à la traîne (tableau I.1). Le PIB par habitant est passé de 3 740 à 4 737 dollars EU entre 2007 et 2010, et la Thaïlande est parvenue à réduire ses taux de pauvreté et à atteindre ses Objectifs du Millénaire pour le développement avant la date fixée, mais il subsiste d'importantes disparités de revenus, y compris régionales.

**Tableau I.1**  
**Quelques indicateurs macro-économiques, 2007-2010**

	2007	2008	2009	2010 <sup>a</sup>
PIB réel (milliards de baht, aux prix de 1988)	4 259,0	4 364,8	4 263,1	4 596,1
PIB réel (milliards de \$EU, aux prix de 1988)	123,4	131,0	124,3	145,1
PIB courant (milliards de baht)	8 525,2	9 080,5	9 041,6	10 103,0
PIB courant (milliards de \$EU)	247,0	272,6	263,7	318,8
PIB par habitant aux prix courants du marché (\$EU)	3 739,8	4 100,1	3 941,7	4 736,8
<b>Comptes nationaux</b>	<i>Variation en % en chiffres constants</i>			
PIB réel (aux prix de 2000)	5,0	2,5	-2,3	7,8
Consommation	2,9	2,9	0,1	5,1
Dépenses de consommation privée	1,8	2,9	-1,1	4,8
Dépenses de consommation publique	9,8	3,2	7,5	6,4
Formation brute de capital fixe	1,5	1,2	9,2	9,4
Exportations de marchandises et de services	7,8	5,1	12,5	14,7
Importations de marchandises et de services	4,4	8,9	21,5	21,5
Exportations de marchandises et de services/PIB (%) (aux prix courants du marché)	73,4	76,4	68,4	71,3
Importations de marchandises et de services/PIB (%) (aux prix courants du marché)	65,0	73,9	57,8	63,9
Exportations nettes de marchandises et de services/PIB	8,4	2,6	10,5	7,4
Taux de chômage (%)	1,4	1,4	1,5	1,0
<b>Prix et taux d'intérêt</b>	<i>%, sauf indication contraire</i>			
Inflation (IPC, variation en %)	2,3	5,5	-0,9	3,3
Inflation de base <sup>b</sup> (variation en %)	1,1	2,4	0,3	1,0

	2007	2008	2009	2010 <sup>a</sup>
Taux de prêt interbancaire (moyenne du taux au jour le jour, en fin de période)	3,8	3,4	1,3	1,4
Taux débiteur minimal des banques commerciales (en fin de période)	6,85-7,13	6,75-7,00	5,85-6,25	6,12-6,50
<b>Taux de change</b>				
Baht/\$EU (moyenne annuelle)	34,52	33,31	34,29	31,69
Taux de change effectif réel (variation en %)	5,4	0,0	-2,5	5,5
Taux de change effectif nominal (variation en %)	5,9	-0,6	-0,9	4,5
<i>% du PIB courant, sauf indication contraire</i>				
<b>Solde des opérations de l'administration centrale</b>				
Solde budgétaire (y compris acquisition nette d'actifs non financiers)	-1,3	-0,6	-4,2	-2,5
Solde de fonctionnement net <sup>c</sup>	0,4	0,8	-2,2	-0,2
Recettes	17,5	18,2	16,6	17,9
Recettes fiscales	15,5	16,1	14,6	15,5
Dépenses	17,1	17,4	18,8	18,1
Acquisition nette d'actifs non financiers	1,7	1,4	2,0	2,3
Dette publique	37,1	37,4	44,3	41,9
<b>Épargne et investissement</b>				
Épargne brute	32,8	29,9	29,6	..
Investissement brut	26,4	29,1	21,2	..
Écart entre l'épargne et l'investissement	6,3	0,7	8,4	..
Secteur extérieur				
Solde du compte courant	6,3	0,8	8,3	4,7
Commerce des marchandises net	5,2	-0,1	7,4	4,4
Exportations de marchandises	61,2	64,3	57,2	60,7
Importations de marchandises	56,1	64,4	49,8	56,3
Solde du compte des services	2,4	1,8	2,1	2,1
Compte financier	-0,7	4,5	-1,1	5,4
Investissement direct	3,4	1,6	0,3	0,3
Balance des paiements	6,9	9,1	9,1	9,8
Termes de l'échange (2005 = 100)	99,2	97,2	100,3	101,1
Exportations de marchandises (variation en %)	18,2	15,9	-14,0	28,5
Importations de marchandises (variation en %)	9,1	26,8	-25,2	36,7
Exportations de services (variation en %)	22,3	10,0	-10,4	14,3
Importations de services (variation en %)	21,2	16,9	-14,5	12,6
Réserves internationales (milliards de \$EU)	87,4	111,0	138,4	172,1
en mois d'importations de marchandises et de services	6,4	6,5	10,7	10,0
Dette extérieure brute (milliards de \$EU, en fin de période)	74,4	76,1	75,3	96,9
% du PIB courant	30,1	27,9	28,6	30,4
Ratio du service de la dette <sup>d</sup>	12,0	8,2	7,5	4,6

.. Non disponible.

a Estimations.

b L'indice des prix à la consommation de base exclut les prix des produits alimentaires frais et de l'énergie.

c Y compris l'administration publique centrale et locale, mais à l'exclusion des entreprises publiques non financières.

d Paiements au titre du service de la dette, en % des exportations de marchandises et de services.

Source: Renseignements en ligne du Bureau du Conseil national de développement économique et social. Adresse consultée: <http://www.nesdb.go.th/>; renseignements ligne de la Banque de Thaïlande. Adresse consultée: <http://www.bot.or.th/english/pages/botdefault.aspx>; Bureau de la politique budgétaire, renseignements en ligne de Thailand Public Finance Data. Adresse consultée: <http://dw.mof.go.th/foc/gfs/c.asp>; et Rapport par pays n° 10/344 du Fonds monétaire international; et données communiquées par les autorités.

3. L'économie de la Thaïlande a affiché un déséquilibre persistant entre l'épargne et l'investissement, qui résulte d'une chute de l'investissement après la crise financière asiatique de 1997 et se traduit par des excédents de la balance courante. Le net ralentissement de l'investissement, resté inférieur à 25% du PIB pendant la majeure partie de la période écoulée depuis lors, a été reconnu comme un facteur important de la perte de dynamisme de l'économie observée pendant les années 2000.<sup>1</sup> Le recul de l'investissement pourrait être un sujet de préoccupation, dans une économie qui est en train de consolider son développement et s'il n'y est pas remédié, risque de nuire à la capacité de production et d'aggraver les goulots d'étranglement au niveau des infrastructures. Reconnaisant le besoin urgent d'accroître l'investissement privé et public de manière à exploiter pleinement le potentiel de croissance du pays, les autorités ont mis en œuvre d'importants projets d'investissement dans les infrastructures au cours des trois dernières années, dans le cadre du programme "Strong Thailand" (voir plus bas), et ont encouragé le secteur privé à participer au développement des infrastructures au moyen de partenariats public-privé. Par ailleurs, elles ont signalé une reprise de l'investissement privé depuis 2010 et comptent que l'écart entre l'épargne et l'investissement se réduira progressivement dans les années à venir.

4. L'économie thaïlandaise se caractérise par sa forte dépendance vis-à-vis des exportations, qui représentaient 71% du PIB nominal en 2010. Par conséquent, le ralentissement économique mondial de 2008-2009 et la baisse de la demande extérieure ont eu sur l'économie thaïlandaise, une incidence négative à laquelle les autorités ont rapidement réagi par l'adoption de plans de relance budgétaire et l'assouplissement de la politique monétaire, tout en s'abstenant de prendre des mesures commerciales protectionnistes. Grâce aux plans de relance et à la solidité des fondamentaux macro-économiques de base et soutenue par une reprise de la demande d'exportations, l'économie thaïlandaise a pu surmonter la crise économique mondiale et s'est rapidement redressée à partir du deuxième semestre de 2009. Le PIB a augmenté de 7,8% en 2010 et devrait augmenter de 4% à 5% en 2011.

5. À moyen ou long terme, la croissance économique de la Thaïlande est confrontée à plusieurs défis. Sur le plan extérieur, ces défis sont notamment la lenteur de la reprise économique chez ses partenaires commerciaux industrialisés, ce qui donne à penser qu'un renforcement du commerce intrarégional contribuerait à répartir les risques et à diversifier l'économie; la hausse des prix du pétrole et d'autres produits de base, qui menace d'accroître les pressions inflationnistes; et la volatilité des entrées de capitaux, qui exerce des pressions à la hausse sur la monnaie thaïlandaise. Les défis au niveau national sont notamment la nécessité de procéder à une réforme structurelle (par exemple en développant le marché financier et en achevant la réforme budgétaire); l'amélioration des infrastructures du pays de manière à renforcer sa compétitivité internationale; et un accroissement substantiel de l'investissement comme moyen de rééquilibrer la croissance, en mettant plus l'accent sur la demande intérieure tout en préservant la stabilité budgétaire.<sup>2</sup> Les perspectives de croissance économique soutenue bénéficieraient également d'une intensification de la libéralisation du commerce et de l'investissement, en particulier dans le secteur des services, et d'une amélioration du climat général de l'investissement de façon à stimuler l'investissement intérieur et étranger direct nécessaire pour soutenir le rythme de croissance actuel.

## 2) ÉVOLUTION ÉCONOMIQUE RÉCENTE

6. La Thaïlande reste une économie essentiellement ouverte sur l'extérieur, le commerce des marchandises et des services représentant quelque 135% du PIB en 2010, et c'est pourquoi elle a subi le contrecoup de la récente crise économique mondiale (2008-2009), qui lui a valu une forte contraction des exportations de marchandises et de services (-12,5%), de la production manufacturière

<sup>1</sup> FMI (2010).

<sup>2</sup> Au sujet du rééquilibrage de la croissance, voir Sussangkarn et Nikomborirak (2011).

(-5,1%) et de l'investissement (-9,2%) en 2009. Dans l'ensemble, l'économie s'est contractée de 2,3% en 2009. Des tensions politiques intérieures ont également contribué à ralentir la croissance économique pendant la période considérée en réduisant la confiance des consommateurs et le tourisme récepteur. Toutefois, depuis 2010, le secteur du tourisme commence à se relever, en partie grâce à la mise en œuvre de mesures d'aide publique.

7. Pour ce qui est des aspects positifs, l'économie thaïlandaise a fait preuve d'une résilience remarquable, amorçant une forte reprise au deuxième semestre 2009, et en particulier au premier trimestre 2010, avec une croissance du PIB de 7,8% pour l'ensemble de 2010. Lorsque la demande mondiale a commencé à redémarrer, la reprise économique de la Thaïlande a été tirée par une remontée des exportations (principalement de produits manufacturés), qui a elle-même relancé la production industrielle et l'investissement. La demande intérieure a aussi beaucoup contribué à la croissance, avec une augmentation de la consommation publique de 6% en 2010, due aux dépenses engagées pour les programmes de relance budgétaire et d'autres versements de compensation, tandis que la consommation privée a augmenté de 4,8%, soutenue par des revenus agricoles plus élevés (en raison de la hausse des prix des cultures) et l'amélioration de la situation économique et des conditions du marché du travail. La formation brute de capital fixe a considérablement augmenté (9,4%) en 2010, principalement sous l'effet d'une reprise de l'investissement privé (tableau I.1).<sup>3</sup>

8. Face à la crise économique mondiale, le gouvernement thaïlandais a réagi rapidement, au moyen de politiques budgétaire et monétaire accommodantes destinées à stimuler l'économie et à renforcer la confiance des producteurs et des consommateurs. Le premier plan de relance visait à soutenir les pauvres en combinant différentes mesures: des transferts monétaires, des prêts à faible taux d'intérêt pour les agriculteurs, des aides aux personnes âgées, des tarifs réduits de l'eau et de l'électricité, la gratuité des services de transport public (bus et train) ainsi que d'autres mesures destinées à améliorer les revenus et à abaisser le coût de la vie. Un deuxième plan de relance, le programme Thai Khem Kaeng ("Strong Thailand" ou TTK), comprend des investissements dans des projets d'infrastructures matérielles.<sup>4</sup> Il a été lancé en octobre 2009 et doit se poursuivre jusqu'en 2012, pour un coût total estimé de 1 430 milliards de baht (environ 47 milliards de dollars EU), financé pour l'essentiel hors budget.<sup>5</sup> Des abattements de la taxe foncière, des exonérations des impôts sur les bénéfices des petites et moyennes entreprises et des exonérations des taxes frappant les revenus tirés des transferts d'actifs et autres transactions liées à la restructuration de la dette ont également été appliqués pour stimuler l'économie. On estime que les deux plans ont permis une progression du PIB de quelque 3% au cours des deux exercices budgétaires depuis l'exercice 2007/08.<sup>6</sup> S'agissant de la politique monétaire, au début de 2009, la Banque de Thaïlande (BOT) a mené une politique accommodante, procédant à des réductions consécutives de son taux directeur qui est tombé à 1,25% par an, soit son niveau le plus bas, afin de contribuer à réduire les coûts de financement pour les emprunteurs et de stimuler l'investissement et la consommation privés.

9. La reprise rapide de l'économie thaïlandaise a été soutenue par un cadre économique stable, établi grâce à la mise en œuvre de politiques budgétaires et monétaires saines depuis la crise financière asiatique de 1997. Ces politiques se sont traduites par une balance courante continuellement excédentaire, des niveaux élevés de réserves internationales et l'assainissement des

<sup>3</sup> Voir également BAsD (2010a).

<sup>4</sup> Le deuxième plan de relance englobe plusieurs projets, portant notamment sur les transports, la gestion des eaux, l'énergie et les énergies alternatives. Le projet concernant les transports est le plus important, représentant 28,6% du total des projets d'investissement.

<sup>5</sup> Au 3 juin 2011, environ 80% du cadre budgétaire du programme TTK avait été décaissé (source des informations: Département du Contrôleur général).

<sup>6</sup> L'exercice budgétaire de la Thaïlande va du 1<sup>er</sup> octobre au 30 septembre (FMI, 2010).

finances publiques, tout en maintenant une inflation modérée. De plus, la réforme structurelle du secteur financier a aidé à accroître la résistance du secteur bancaire aux turbulences financières internationales. Tous ces facteurs ont contribué au rétablissement remarquable de la Thaïlande après la crise économique mondiale et ont aidé les autorités à y faire face. L'économie thaïlandaise devrait poursuivre sa croissance dans les années à venir, bien qu'à un rythme moins soutenu. D'après le Bureau de la politique macro-économique du Ministère des finances, la croissance économique se situera entre 4,0% et 5,0% en 2011, une croissance induite tant par la demande extérieure que par la demande intérieure (en particulier la consommation et l'investissement privés).<sup>7</sup>

10. La composition sectorielle de l'économie thaïlandaise n'a guère changé depuis le dernier examen. Les services restent le secteur qui contribue le plus à la croissance économique, représentant 42,9% du PIB en 2010 (aux prix courants), mais leur part a légèrement baissé (tableau I.2). Les sous-secteurs de services qui contribuent le plus au PIB sont les suivants: commerce de gros et de détail, réparation de véhicules et d'articles domestiques (13,1%); transport, entreposage et communications (6,8%); et hôtellerie et restauration (4,7%), bien que d'autres sous-secteurs comme l'intermédiation financière et l'éducation se soient développés rapidement ces dernières années. Les industries manufacturières conservent la deuxième place pour la contribution au PIB, dont elles représentaient 35,6% en 2010, le secteur automobile et le secteur électronique faisant preuve d'un dynamisme particulier. La part du secteur agriculture/sylviculture/pêche dans le PIB est passée de 10,7% en 2007 à 12,4% en 2010, principalement en raison de la hausse des prix des produits de base.

**Tableau I.2**  
**Indicateurs économiques de base, 2007-2010**

	2007	2008	2009	2010 <sup>a</sup>
PIB réel (milliards de baht, aux prix de 1988)	4 259,0	4 364,8	4 263,1	4 596,1
PIB réel (milliards de \$EU, aux prix de 1988)	123,4	131,0	124,3	145,1
PIB courant (milliards de baht)	8 525,2	9 080,5	9 041,6	10 103,0
PIB courant (milliards de \$EU)	247,0	272,6	263,7	318,9
PIB par habitant aux prix courants du marché (\$EU)	3 739,8	4 100,1	3 941,7	4 736,9
<i>Variation annuelle en %</i>				
<b>PIB par activité économique en prix constants de 1988</b>				
Agriculture, sylviculture et pêche	1,2	4,2	1,3	-2,3
Industries extractives	3,8	0,2	0,9	5,2
Industries manufacturières	6,2	3,9	-6,1	13,9
Électricité, gaz et eau	5,1	4,0	0,9	10,1
Construction	2,5	-5,3	0,4	6,8
Services	5,0	1,3	-0,2	4,6
Commerce de gros et de détail, réparation de véhicules et d'articles domestiques	5,5	1,0	-0,3	2,7
Hôtellerie et restauration	4,4	1,6	-0,3	8,5
Transport, entreposage et communications	6,0	-0,5	-3,8	4,0
Intermédiation financière	5,6	8,3	4,0	7,8
Immobilier, location et activités de services aux entreprises	3,2	2,5	1,1	3,8
Administration publique, défense et sécurité sociale obligatoire	4,6	1,3	0,1	4,0
Éducation	9,8	0,3	5,3	2,4
Santé et services sociaux	7,3	-0,8	2,0	2,8
Activités liées aux services sociaux et personnels	-5,1	0,7	0,5	14,8
Autres services	2,6	1,8	1,9	-1,2

<sup>7</sup> Bureau de la politique macro-économique (2011).

	2007	2008	2009	2010 <sup>a</sup>
	%			
<b>Part des principaux secteurs dans le PIB courant</b>				
Agriculture, sylviculture et pêche	10,7	11,6	11,5	12,4
Industries extractives	3,3	3,5	3,4	3,4
Industries manufacturières	35,6	34,8	34,2	35,6
Électricité, gaz et eau	2,9	2,9	3,1	2,9
Construction	2,9	2,9	2,7	2,7
Services	44,6	44,4	45,2	42,9
Commerce de gros et de détail, réparation de véhicules et d'articles domestiques	14,2	14,2	14,1	13,1
Hôtellerie et restauration	4,9	4,8	4,9	4,7
Transport, entreposage et communications	7,3	7,1	7,2	6,8
Intermédiation financière	3,6	3,9	4,1	4,1
Immobilier, location et activités de services aux entreprises	2,5	2,4	2,4	2,3
Administration publique, défense et sécurité sociale obligatoire	4,4	4,4	4,6	4,4
Éducation	4,2	4,2	4,6	4,3
Santé et services sociaux	1,9	1,9	2,0	1,8
Activités liées aux services sociaux et personnels	1,4	1,4	1,4	1,4
Autres services	0,1	0,1	0,1	0,1
<b>Part des secteurs dans l'emploi total</b>				
Agriculture, chasse et pêche	39,5	39,7	39,0	38,2
Industries extractives	0,2	0,2	0,1	0,1
Industries manufacturières	15,5	14,7	14,3	14,1
Électricité, gaz et eau	0,3	0,3	0,3	0,3
Construction	5,9	6,0	6,1	6,2
Services	38,5	39,0	40,2	41,0
Commerce de gros et de détail, réparation de véhicules et d'articles domestiques	15,4	15,5	16,0	16,4
Hôtellerie et restauration	6,5	6,4	6,9	7,0
Transport, entreposage et communications	2,9	3,0	3,0	2,9
Intermédiation financière	0,9	1,0	1,0	1,0
Immobilier, location et activités de services aux entreprises	2,0	2,0	2,0	2,0
Administration publique, défense et sécurité sociale obligatoire	3,5	3,5	3,6	3,9
Éducation	2,9	2,9	3,0	3,3
Santé et services sociaux	1,7	1,8	1,9	1,8
Autres services collectifs, sociaux et personnels	2,1	2,2	2,2	2,1
Autres services	0,6	0,6	0,6	0,6
Autres	0,2	0,1	0,1	0,1

.. Non disponible.

a Estimations.

Source: Renseignements en ligne du Bureau du Conseil national de développement économique et social. Adresse consultée: <http://www.nesdb.go.th/Default.aspx?tabid=95> [11 juillet 2011]; et renseignements en ligne du Bureau national de la statistique. Adresse consultée: [http://web.nso.go.th/en/survey/lfs/lfs2010\\_tab.htm](http://web.nso.go.th/en/survey/lfs/lfs2010_tab.htm) [11 juillet 2011].

11. Le taux de chômage en Thaïlande est faible par rapport aux autres pays.<sup>8</sup> Il est tombé de 1,4% en 2007 à 1,0% en 2010, après avoir légèrement augmenté en 2009 (1,5%) sous l'effet du ralentissement économique (tableau I.1). En 2010, les services représentaient 41% de l'emploi total, tandis que l'agriculture, la sylviculture et la pêche employaient 38,2% de la main-d'œuvre totale, et l'industrie manufacturière 14,1% (tableau I.2). D'après l'indice de la productivité du travail, la productivité globale par travailleur a augmenté de 1,4% entre 2007 et 2010. Toutefois, les différences sont importantes d'un secteur à l'autre, par exemple l'agriculture a accusé une baisse de 1,0%, alors que l'industrie manufacturière a affiché, à elle seule, une augmentation de 4,6%. S'agissant du secteur des services, la productivité du travail a progressé de 4,6% dans l'intermédiation financière, mais elle a diminué dans presque tous les autres sous-secteurs, y compris certaines activités importantes liées au tourisme, comme l'hôtellerie et la restauration (-1,7%), ainsi que dans le transport, l'entreposage et les communications (-0,4%).<sup>9</sup>

12. Entre 2007 et 2010, le PIB par habitant de la Thaïlande est passé de 3 740 dollars EU à 4 737 dollars EU. Plus de 30 ans de croissance économique rapide (malgré quelques revers, comme la crise financière asiatique de 1997 et la crise financière mondiale de 2008-2009) ont permis à la Thaïlande d'abaisser sensiblement ses taux de pauvreté et d'atteindre bien avant la date fixée son Objectif du Millénaire pour le développement consistant à réduire de moitié la pauvreté entre 1990 et 2015. En 2009, le ratio de pauvreté national officiel était de 8,12%, soit 5,2 millions de personnes.<sup>10</sup> Toutefois, la Thaïlande n'a pas encore atteint son objectif "OMD-plus" qui est d'abaisser le ratio de pauvreté à 4% en 2009, et il subsiste des disparités de revenus, y compris régionales.

13. Malgré les progrès enregistrés dans la réduction de la pauvreté, l'inégalité des revenus est restée pratiquement inchangée pendant la période considérée, avec un coefficient de Gini<sup>11</sup> de 0,43 en 2010.<sup>12</sup> De plus, la proportion de pauvres dans la population reste importante dans le Nord-Est, le Nord et le Sud du pays, ainsi que parmi les personnes âgées, les enfants et les ouvriers agricoles. La réduction de la pauvreté dans ces régions et ces couches de la population est l'une des grandes priorités du gouvernement. La lutte contre la pauvreté consiste aussi à atténuer les effets néfastes de la récente crise économique mondiale sur les pauvres, au moyen de mesures comme des programmes de formation professionnelle et de reconversion pour les travailleurs licenciés, des dons en espèces aux ménages à faibles revenus, des services de transport gratuits, des réductions sur les factures des services publics et des allocations pour frais d'études, entre autres choses.<sup>13</sup> En février 2011, le gouvernement a lancé un nouveau programme de soutien, *Pracha Wiwat* (People's Agenda) offrant aux travailleurs de l'économie informelle (conducteurs de taxi et vendeurs ambulants) un plus large accès aux établissements financiers publics par le biais d'un système de prêt spécial.

<sup>8</sup> Il semblerait même y avoir une pénurie de main-d'œuvre dans le secteur industriel. Le Ministère du travail prévoit qu'il manquera 400 000 travailleurs dans le secteur industriel en 2011, 700 000 en 2012 et 1,1 million en 2013 (*The Nation*, "Japanese firms wary of Thai labour shortage", 24 avril 2011. Adresse consultée: <http://www.asianewsnet.net/home/news.php?id=18663&sec=2> [24 avril 2011]).

<sup>9</sup> Les données pour 2010 vont seulement jusqu'au mois de septembre (Banque de Thaïlande, Indice de la productivité du travail. Adresse consultée: <http://www.bot.or.th/English/Statistics/Graph/pages/LabourProductivityIndex.aspx> [14 April 2011]).

<sup>10</sup> Renseignements du Conseil national de développement économique et social.

<sup>11</sup> Le coefficient de Gini mesure l'inégalité de la répartition des revenus à l'intérieur d'un pays. Il varie de 0 à 1, 0 indiquant une situation d'égalité parfaite, où tous les ménages gagnent exactement le même montant, et 1 une situation d'inégalité absolue, où un seul ménage gagne l'équivalent de l'ensemble des revenus du pays.

<sup>12</sup> CIA World Factbook. Adresse consultée: [http://www.indexmundi.com/thailand/distribution\\_of\\_family\\_income\\_gini\\_index.html](http://www.indexmundi.com/thailand/distribution_of_family_income_gini_index.html) [4 avril 2011].

<sup>13</sup> Conseil national de développement économique et social (2010).

### 3) ÉVOLUTION DE LA POLITIQUE MACRO-ÉCONOMIQUE

#### i) Inflation et taux de change

14. La politique monétaire et la politique de change sont du ressort de la Banque de Thaïlande (BOT). Cette dernière a pour objectif principal de garantir la stabilité des prix et du système financier. Depuis mai 2000, la banque centrale mène sa politique monétaire dans le cadre d'un ciblage flexible de l'inflation. En 2009, la fourchette de base de l'objectif d'inflation a été fixée à 0,5-3,0% par an et est restée identique pour 2010 et 2011. La BOT juge cette fourchette cible appropriée pour maintenir l'inflation de la Thaïlande à un niveau comparable à celui de ses partenaires commerciaux, contribuant ainsi à préserver la compétitivité des exportations, ainsi qu'à accroître la confiance des consommateurs et des entreprises et à garantir une croissance économique durable.<sup>14</sup> Le principal moyen d'action utilisé pour atteindre l'objectif d'inflation est le taux des prises en pension à un jour de la BOT.<sup>15</sup>

15. Une hausse des prix des préparations alimentaires et les prix élevés du pétrole et des produits de base, dans un contexte de forte demande intérieure, ont conduit à un accroissement des coûts de production et des pressions inflationnistes.<sup>16</sup> Par conséquent, la politique monétaire s'attache avant tout, à présent, à maîtriser l'inflation, sans nuire à la continuité de la dynamique de croissance. Toutefois, les autorités restent prudentes pour ce qui est du rythme de normalisation, et le taux d'intérêt réel reste négatif. D'après les autorités, " ... une normalisation progressive du taux directeur reste appropriée pour concrétiser les anticipations inflationnistes et réduire le risque de déséquilibres financiers dans l'économie".<sup>17</sup>

16. Au cours de la période considérée, la Thaïlande a réussi à maîtriser l'inflation (tableau I.1), avec une inflation de base restant dans la fourchette cible de la BOT. En 2008, tant l'inflation globale (IPC) que l'inflation de base ont augmenté, principalement du fait de la hausse des cours mondiaux du pétrole et des produits alimentaires. Toutefois, en 2009, l'inflation globale a enregistré un taux négatif (-0,9%) et l'inflation de base est tombée à 0,3%, en raison d'une baisse sensible des prix de l'énergie, de l'effet du contrôle des prix et des subventions, et de la contraction de l'activité économique. En 2010, l'inflation était modérée, avec un IPC passé à 3,3% et une inflation de base atteignant 1,0%. Cependant, les prix plus élevés des produits alimentaires et la réduction de la capacité excédentaire exercent de nouvelles pressions inflationnistes.<sup>18</sup> D'après les projections de la BOT, il est possible que l'inflation de base dépasse la limite supérieure de la fourchette cible en 2011.<sup>19</sup> On ne sait pas clairement dans quelle mesure le contrôle des prix (chapitre III 4) iv)) contribue à maîtriser temporairement l'inflation. Toutefois, du fait de l'application de différentes mesures, notamment les subventions et les prix maximaux, il se peut que les données officielles sur l'inflation ne reflètent pas pleinement l'évolution des prix correspondants et que l'ajustement économique nécessaire pour prendre en compte cette évolution soit donc ralenti.

<sup>14</sup> Renseignements en ligne de la BOT. Adresse consultée: <http://www.bot.or.th/English/MonetaryPolicy/Target/Pages/Target.aspx?> [4 avril 2011].

<sup>15</sup> Le 13 février 2008, lorsque le marché des prises en pension de la BOT a été fermé, le taux des prises en pension à un jour a été remplacé par le taux des prises en pension bilatéral à un jour.

<sup>16</sup> Renseignements en ligne de la BOT. Adresse consultée: [http://www.bot.or.th/Thai/MonetaryPolicy/Documents/MPC\\_42011.pdf](http://www.bot.or.th/Thai/MonetaryPolicy/Documents/MPC_42011.pdf) [1<sup>er</sup> juin 2011].

<sup>17</sup> Décision n° 8/2011 du Comité de la politique monétaire, 9 mars 2011. Adresse consultée: [http://www.bot.or.th/Thai/MonetaryPolicy/Documents/MPC\\_22011.pdf](http://www.bot.or.th/Thai/MonetaryPolicy/Documents/MPC_22011.pdf) [5 avril 2011].

<sup>18</sup> Banque mondiale (2010b).

<sup>19</sup> Renseignements en ligne de la BOT. Adresse consultée: [http://www.bot.or.th/Thai/MonetaryPolicy/Documents/MPC\\_42011.pdf](http://www.bot.or.th/Thai/MonetaryPolicy/Documents/MPC_42011.pdf) [1<sup>er</sup> juin 2011].



17. La Thaïlande applique un régime de taux de change flottant contrôlé. La BOT ne vise pas un niveau fixe de taux de change et intervient sur le marché des changes seulement en cas d'instabilité excessive, résultant en particulier de mouvements de capitaux spéculatifs. D'importantes entrées de capitaux et fluctuations monétaires depuis 2009 ont amené la BOT à intervenir à plusieurs reprises sur le marché des changes pour que le baht reste aligné sur les autres monnaies de la région.

18. Des excédents persistants de la balance courante et d'importantes entrées de capitaux ont exercé une pression à la hausse sur le baht pendant une partie de la période considérée, en particulier durant le deuxième semestre de 2010, lorsqu'il a atteint son niveau le plus élevé depuis 13 ans par rapport au dollar EU. De fait, étant donné que les perspectives économiques de la Thaïlande se sont améliorées et qu'il n'y a plus d'instabilité politique depuis mai 2010, les entrées de capitaux ont beaucoup augmenté, entraînant une forte appréciation du baht par rapport aux monnaies de ses principaux partenaires commerciaux en 2010 (tableau I.1). Si un baht plus fort a des effets défavorables sur les branches de production exportatrices qui utilisent beaucoup d'intrants d'origine nationale (par exemple les vêtements, les chaussures, les produits du bois et les aliments en conserve), les secteurs à forte intensité de capital, comme la production automobile et l'électronique, ont bénéficié d'importations d'intrants moins chers. Dans un contexte marqué par les craintes d'une inflation croissante, le baht s'est légèrement affaibli au début de 2011, mais à long terme la solidité des fondamentaux économiques devrait permettre à la monnaie thaïlandaise de rester relativement forte.

19. La BOT a réagi à l'accroissement des entrées de capitaux en autorisant l'appréciation du baht par rapport au dollar EU et d'autres monnaies importantes, tout en le gardant aligné sur les monnaies de la région. Elle a également procédé à des interventions stérilisées sur les marchés des changes et a mis l'accent sur des mesures visant à faciliter les sorties de capitaux, comme la suppression des limites imposées aux entreprises thaïlandaises pour l'investissement et les prêts à l'étranger, l'assouplissement des possibilités pour les entreprises de se protéger contre les risques de change, le relèvement du plafond pour les comptes en devises détenus dans des banques de Thaïlande, et l'assouplissement des réglementations sur l'expatriation des produits des exportations.<sup>20</sup> De plus, en octobre 2010, les autorités ont réintroduit un impôt à la source de 15% sur les intérêts et les gains en capital tirés des obligations d'État par les investisseurs étrangers, taxe qui s'appliquait déjà aux acheteurs locaux. La BOT s'est abstenue de recourir à des mesures de contrôle des mouvements de capitaux proprement dites, après le retrait, en mars 2008, de la réserve obligatoire non rémunérée imposée à la fin de 2006 pour freiner l'appréciation du baht. Si les entrées de capitaux continuent à augmenter, la BOT continuera probablement à utiliser le taux de change comme élément régulateur et mettra en œuvre d'autres mesures prudentielles, selon qu'il sera approprié. Développer le marché naissant des obligations contribuerait également à faire face aux entrées de capitaux et à les canaliser de manière à répondre aux besoins d'investissement des entreprises, donnant ainsi à l'investissement l'élan nécessaire pour maintenir un rythme de croissance économique rapide, tout en générant des gains de compétitivité.

## ii) Politique budgétaire

20. La formulation de la politique budgétaire est du ressort du Ministère des finances, par l'intermédiaire du Bureau de la politique budgétaire. Suivant les principes directeurs établis dans le Cadre de viabilité budgétaire, le gouvernement s'est engagé à préserver la discipline budgétaire en se

<sup>20</sup> Banque mondiale (2010b).

fixant quatre objectifs: la dette publique ne doit pas représenter plus de 60% du PIB<sup>21</sup>; le service de la dette ne doit pas dépasser 15% du budget; les dépenses d'équipement doivent représenter au moins 25% du budget; et il faut parvenir à l'équilibre budgétaire.

21. Dans l'ensemble, la situation budgétaire de la Thaïlande est restée saine pendant la période considérée. Le solde budgétaire du gouvernement central a enregistré un léger déficit pour les exercices 2007 et 2008, qui est ensuite passé à 4,2% du PIB pour l'exercice 2009, en raison d'une baisse des recettes résultant de la contraction de l'activité économique et des réductions fiscales, ainsi que d'une forte augmentation des dépenses liées à la mise en œuvre des plans de relance. Toutefois, la situation budgétaire s'est améliorée au cours de l'exercice 2010 lorsque l'économie s'est redressée, entraînant une forte augmentation des recettes, le déficit budgétaire retombant à 2,5% du PIB (tableau I.1). Les recettes totales sont passées à 17,9% du PIB en 2010 (essentiellement en raison de l'accroissement des recettes fiscales, qui représentaient 15,5% du PIB), tandis que les dépenses correspondaient à 18,1% du PIB. La part des droits de douane et autres droits d'importation dans les recettes fiscales totales a continué à diminuer (5,7% pour l'exercice 2010), mais cette baisse a été compensée par les rentrées provenant des impôts sur le revenu, les bénéfices et les gains en capital ainsi que de la taxe sur la valeur ajoutée et des droits d'accise. S'agissant des dépenses, l'accent a été mis sur les programmes de développement social, qui représentaient près de 30% de la dotation budgétaire pour l'exercice 2010.

22. Bien que le gouvernement ait emprunté davantage, pour financer à la fois son déficit budgétaire et les programmes de relance hors budget, l'encours de la dette publique, qui représentait 41,9% du PIB à la fin de l'exercice 2010, était nettement inférieur au plafond de 60% fixé dans le Cadre de viabilité budgétaire. Cependant, les autorités ont indiqué que le fardeau de la dette devrait atteindre son maximum en 2012.

23. L'augmentation des recettes a permis au gouvernement de poursuivre une politique expansionniste tout au long de l'exercice 2011 pour soutenir la croissance économique. Certains programmes sociaux, inclus à l'origine dans les plans de relance, ont maintenant été transférés dans le budget ordinaire.<sup>22</sup> De plus, dans le cadre d'une stratégie d'abandon des plans de relance, le gouvernement transfère progressivement le financement des projets du TKK dans le budget, au lieu de compter uniquement sur l'emprunt. Les dépenses globales devraient atteindre 19,8% du PIB en 2011 et le déficit budgétaire devrait passer à 3,2% du PIB.<sup>23</sup>

24. Un défi majeur pour le gouvernement thaïlandais consistera à trouver des ressources supplémentaires pour répondre aux besoins budgétaires dans les années à venir, en particulier pour financer les programmes de protection sociale et le développement des infrastructures, tout en gardant une situation budgétaire saine. Le Ministère des finances est en train de réviser le Cadre de viabilité budgétaire en vue d'assainir les finances publiques et d'abaisser le niveau de la dette publique à moyen et long terme. De plus, il réalise une étude sur la réforme fiscale visant à renforcer la compétitivité de la Thaïlande, tout en tenant compte de l'accroissement attendu du fardeau de la dette ainsi que des contraintes budgétaires. Voici quelques-unes des mesures qui pourraient être envisagées: accroître le champ d'application et le taux des droits d'accise, imposer de nouvelles taxes foncières et

<sup>21</sup> Le plafond du ratio de la dette publique au PIB a été porté de 50% à 60% en août 2009 afin de permettre au gouvernement de prendre des mesures budgétaires pour faire face à la récession économique causée par la crise financière mondiale.

<sup>22</sup> Ils comprennent notamment un nouveau système d'assurance pour les prix des produits agricoles, un système de retraite pour les personnes âgées, un plan de refinancement de la dette et des allocations pour frais d'études (Banque mondiale, 2010b).

<sup>23</sup> Banque mondiale (2010b).

environnementales, améliorer l'efficacité du recouvrement des impôts, élargir l'assiette fiscale en réduisant les exonérations et déductions fiscales, et simplifier la structure fiscale.<sup>24</sup> Cependant, à la fin du mois de juin 2011, aucune réforme n'est prévue jusqu'à l'arrivée du nouveau gouvernement. Sur le plan des dépenses, au moment de la rédaction du présent rapport, la Loi sur les finances publiques a été approuvée par le Conseil d'État et attend l'approbation du nouveau gouvernement.

### iii) Balance des paiements

25. Le compte courant de la balance des paiements a affiché un excédent tout au long de la période considérée (tableau I.3), du fait d'un taux d'épargne brut constamment supérieur au taux d'investissement. En 2010, le compte courant a enregistré un excédent de 4,7% du PIB, résultant principalement de l'excédent important dégagé par le commerce des marchandises. À l'exception de 2008, la balance commerciale était excédentaire pendant les années considérées, atteignant son niveau record en 2009, avec 19,3 milliards de dollars EU. De même, la balance des services a affiché un solde positif tout au long de la période, malgré une baisse des recettes provenant du tourisme en 2009. Le compte du revenu national est resté déficitaire durant la même période, principalement à cause du rapatriement des bénéfices et des dividendes des entreprises à participation étrangère établies en Thaïlande, tandis que les envois de fonds des ressortissants thaïlandais travaillant à l'étranger ont été supérieurs à ceux des travailleurs étrangers en Thaïlande. Le compte financier a davantage fluctué, avec des sorties nettes modestes en 2007 et 2009<sup>25</sup> et des entrées nettes importantes en 2008 et, en particulier, depuis le deuxième semestre de 2010. Il a enregistré des entrées nettes de 17,2 milliards de dollars EU en 2010, principalement sous la forme d'investissements de portefeuille et autres comme les prêts. L'investissement étranger direct (IED) entrant, en diminution depuis plusieurs années, a redémarré en 2010. Pendant toute la période considérée, la balance des paiements a enregistré un excédent, qui représentait 9,8% du PIB en 2010.

**Tableau I.3**  
**Balance des paiements, 2007-2010**  
(Millions de \$EU)

	2007	2008	2009	2010
<b>Compte des transactions courantes</b>	15 681,7	2 157,4	21 866,0	14 836,6
Balance des biens et services	18 703,2	4 456,2	24 892,4	20 616,8
Balance commerciale	12 782,0	-370,5	19 388,0	14 083,3
Exportations	151 258,4	175 233,1	150 743,4	193 655,8
Importations	138 476,3	175 603,6	131 355,4	179 572,5
Balance des services	5 921,2	4 826,8	5 504,3	6 533,5
Recettes	30 361,9	33 399,6	29 941,0	34 038,0
Transport	6 368,8	7 285,0	5 664,4	5 913,5
Voyages	16 668,8	18 172,8	15 663,2	19 701,7
Paiements	24 440,7	28 572,8	24 436,6	27 504,6
Transport	5 602,4	7 049,2	5 103,3	6 080,4
Voyages	5 143,8	5 011,9	4 338,9	5 055,9
Balance des revenus	-6 960,4	-7 069,3	-7 511,0	-10 584,7
Crédit	7 332,0	8 113,1	5 874,2	6 026,8
Rémunération des salariés	1 634,9	1 898,4	1 637,0	1 763,3

<sup>24</sup> Puapan (2010).

<sup>25</sup> Le déficit du compte financier en 2007 et en 2009 était principalement imputable aux sorties de capitaux entraînées par les investissements de portefeuille et investissements directs des Thaïlandais à l'étranger, suite à l'assouplissement des mesures relatives aux sorties de capitaux.

	2007	2008	2009	2010
Revenus des investissements	5 697,1	6 214,7	4 237,2	4 263,4
Débit	14 292,4	15 182,4	13 385,2	16 611,5
Revenus du capital	12 394,2	13 529,7	12 157,5	15 386,8
Revenus des créances	1 898,1	1 652,7	1 227,6	1 224,7
Transferts courants nets	3 938,9	4 770,5	4 484,6	4 804,5
<b>Compte d'opérations financières</b>	-1 729,2	12 191,6	-2 777,4	17 200,5
Investissement direct (net)	8 312,9	4 446,0	879,3	1 009,7
Investissement direct en Thaïlande	11 330,2	8 539,5	4 975,6	6 319,7
Investissement direct de la Thaïlande à l'étranger	-3 017,3	-4 093,4	-4 096,3	-5 310,0
Investissements de portefeuille	-6 726,9	-2 080,4	-5 905,3	10 234,5
Actifs	-9 632,2	439,8	-8 283,6	1 196,3
Passifs	2 905,3	-2 520,1	2 378,4	9 038,2
Autres investissements	-3 315,2	9 825,9	2 248,6	5 956,4
Actifs	-6 210,2	13 503,8	5 071,7	-6 178,4
Passifs	2 895,1	-3 677,9	-2 823,1	12 134,8
Prêts	-990,5	268,6	1 441,9	8 718,9
Erreurs et omissions (net)	3 149,6	10 344,3	5 038,0	-712,7
<b>Balance générale des paiements</b>	17 102,2	24 693,3	24 126,6	31 324,4
Actifs de réserve	-17 102,2	-24 693,3	-24 126,6	-31 324,4

Source: Renseignements en ligne de la Banque de Thaïlande (2010). Adresse consultée: <http://www.bot.or.th/English/Statistics/EconomicAndFinancial/ExternalSector/Pages/StatBalanceofPayments.aspx> [29 juillet 2011].

26. Les importantes entrées de capitaux, les excédents du compte courant et les interventions de la BOT pour freiner l'appréciation du baht ont entraîné une forte augmentation des réserves internationales, qui atteignaient 172,1 milliards de dollars EU à la fin de 2010, soit l'équivalent de dix mois d'importations de marchandises et de services (tableau I.1), montant le plus élevé des pays en développement d'Asie de l'Est, après la Chine.<sup>26</sup> La dette extérieure brute de la Thaïlande a augmenté entre 2007 et 2010, atteignant près de 97 milliards de dollars EU (tableau I.1). Toutefois, le ratio du service de la dette est tombé de 12% à 4,6% pendant la même période. En pourcentage du PIB, la dette extérieure brute a légèrement augmenté, de 30,1% en 2007 à 30,4% en 2010.

#### 4) ÉVOLUTION DU COMMERCE ET DE L'INVESTISSEMENT ÉTRANGER DIRECT

27. Le ratio du commerce total (exportations et importations) de marchandises et de services non facteurs de la Thaïlande à son PIB était de 135% en 2010, ce qui reflète l'ouverture de son économie et sa forte dépendance vis-à-vis du commerce extérieur. En 2009, la Thaïlande était le 19<sup>ème</sup> exportateur mondial et le 17<sup>ème</sup> importateur mondial de marchandises. S'agissant du commerce mondial de services commerciaux, elle était le 16<sup>ème</sup> exportateur et le 14<sup>ème</sup> importateur.<sup>27</sup>

##### i) Composition des échanges de marchandises

28. La majeure partie des exportations de la Thaïlande sont des produits manufacturés, lesquels représentaient 72,5% des exportations totales de marchandises en 2010 (contre 75,8% en 2007) (graphique I.1 et tableau AI.1). Les produits nouveaux et de haute technologie sont devenus des secteurs d'exportation de premier plan. Les machines de bureau et le matériel de télécommunication

<sup>26</sup> Banque mondiale (2010b).

<sup>27</sup> OMC (2010).

(essentiellement des pièces d'ordinateur) sont les principaux articles exportés, représentant 18,4% des exportations totales de marchandises en 2010, suivis des produits automobiles, des produits chimiques et d'autres produits semi-manufacturés. La part des industries traditionnelles, comme les textiles et vêtements, dans les exportations totales a continué à diminuer pendant la période considérée. Les produits primaires représentaient 24,2% des exportations totales de marchandises en 2010, contre 22,5% en 2007, la part des exportations de produits agricoles étant passée à 18,0% des exportations totales, en partie en raison de la hausse des prix des produits de base. Le riz, le poisson et le caoutchouc naturel sont les principaux produits agricoles exportés.

29. Les produits manufacturés représentaient 67% des importations totales de marchandises en 2010 (graphique I.1 et tableau AI.2). Les machines de bureau et le matériel de télécommunication en représentaient la part la plus importante (13,9% des importations totales), suivis des produits chimiques et du matériel de transport, ce dernier comprenant principalement des parties et accessoires de véhicules automobiles. Les produits primaires en représentaient 28,6% des importations, soit légèrement moins qu'en 2007. Les carburants sont restés le principal produit primaire importé (17,4% des importations totales), tandis que les produits agricoles représentaient 6,6% de la facture des importations en 2010.

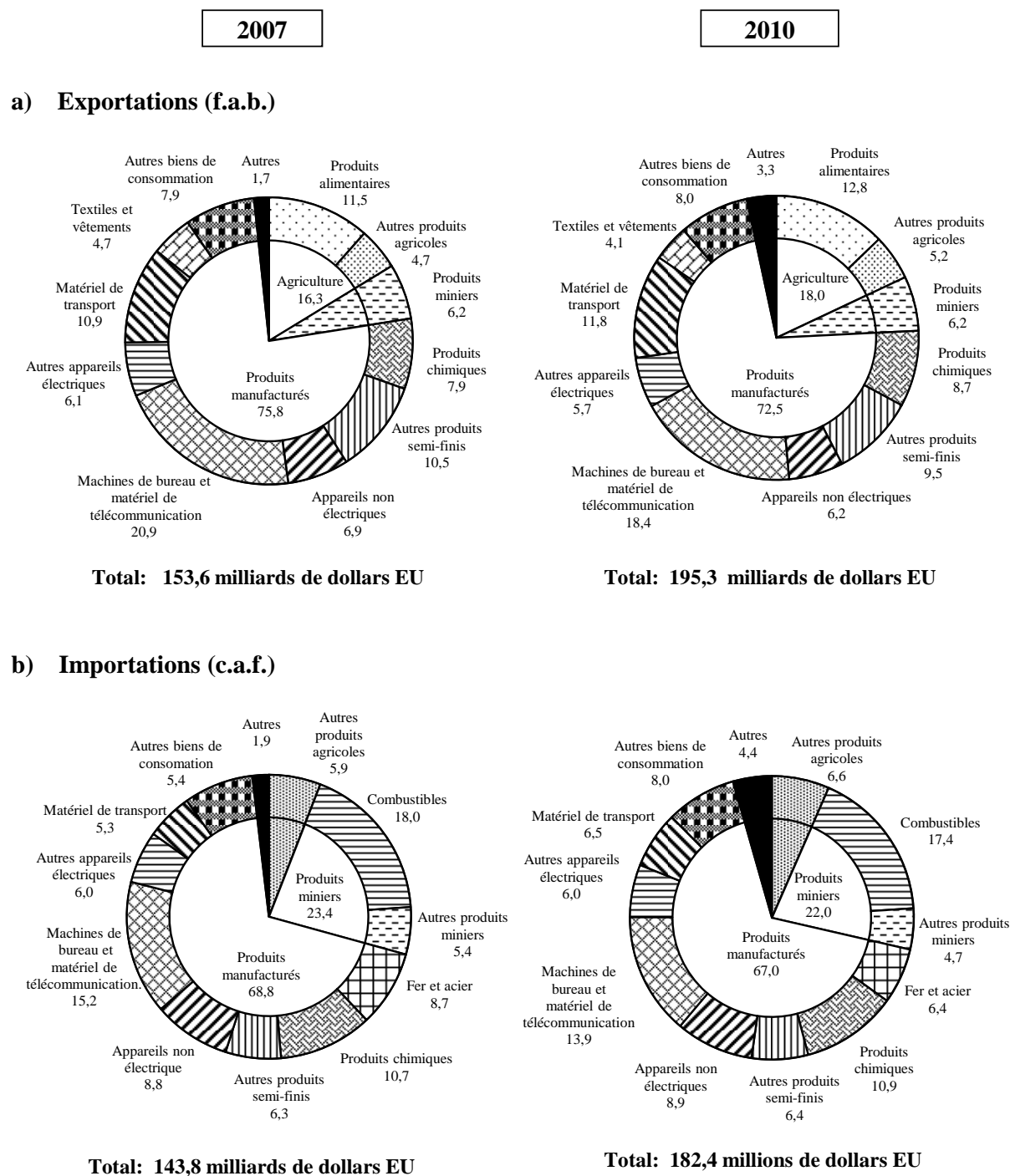
## ii) Répartition géographique du commerce des marchandises

30. Les exportations de la Thaïlande vers les marchés asiatiques et des destinations non traditionnelles ont continué d'augmenter au cours de la période considérée, et en particulier pendant la crise économique mondiale, puisque la Thaïlande a recherché d'autres marchés (graphique I.2 et tableau AI.3). Les expéditions vers l'ensemble de l'Asie représentaient 63,3% de ses exportations en 2010 (contre 60% en 2007). En 2010, l'ASEAN en tant que groupe était le principal marché de la Thaïlande, absorbant 22,7% de ses exportations totales de marchandises.<sup>28</sup> Au sein de l'ASEAN, la Malaisie et Singapour sont les deux principales destinations des exportations, bien que la part d'autres partenaires (essentiellement l'Indonésie, le Viet Nam, les Philippines, le Cambodge et la République démocratique populaire lao) ait augmenté ces dernières années. La Chine est devenue le troisième marché de la Thaïlande (après l'ASEAN et l'UE), ayant absorbé 11% de ses exportations totales en 2010, principalement des matières premières et des biens intermédiaires. Les exportations vers quelques destinations non traditionnelles comme l'Inde, l'Australie et la Suisse ont également augmenté au cours de la période examinée. En revanche, les parts des exportations vers les États-Unis, l'UE(27) et le Japon ont poursuivi leur tendance à la baisse, bien que, pris ensemble, ces trois marchés absorbent toujours 32,1% des exportations de la Thaïlande. Une partie importante des exportations thaïlandaises vers l'ASEAN et la Chine subissent une transformation plus poussée et sont réexportées vers des économies industrielles.

<sup>28</sup> Les exportations vers des partenaires de l'ASEAN ont fortement augmenté (de 55,2%) pendant le premier semestre de 2010, à la faveur des abaissements tarifaires qui ont pris effet en janvier 2010 dans le cadre de l'Accord sur la Zone de libre-échange de l'ASEAN (BASD, 2010a).

## Graphique I.1 Composition des échanges de marchandises, 2007 et 2010

En pourcentage



Source: DSNU, base de données Comtrade (CTCI Rev.3).

31. Le Japon reste de loin la principale provenance des importations de la Thaïlande, fournissant 20,8% des importations totales de marchandises (2010), principalement des biens d'équipement (graphique I.2 et tableau AI.4). Toutefois, en raison du tremblement de terre et du tsunami qui se sont produits récemment au Japon, on s'attend à ce que les importations en provenance de ce pays diminuent en 2011. L'ASEAN en tant que groupe est le deuxième fournisseur, représentant 17,9% des importations totales. La part des importations en provenance de la Chine a augmenté en 2010, tout comme la part des importations en provenance d'autres pays de la région Asie-Pacifique (République de Corée et Australie). Les importations en provenance de pays de l'AELE, en particulier de la Suisse, ont également progressé au cours de la période considérée. À l'inverse, la part des importations en provenance des États-Unis et de l'UE(27) a reculé. Les importations en provenance de pays du Moyen-Orient, essentiellement du pétrole, représentaient 11,4% de la facture des importations en 2010.

### iii) Composition des échanges de services

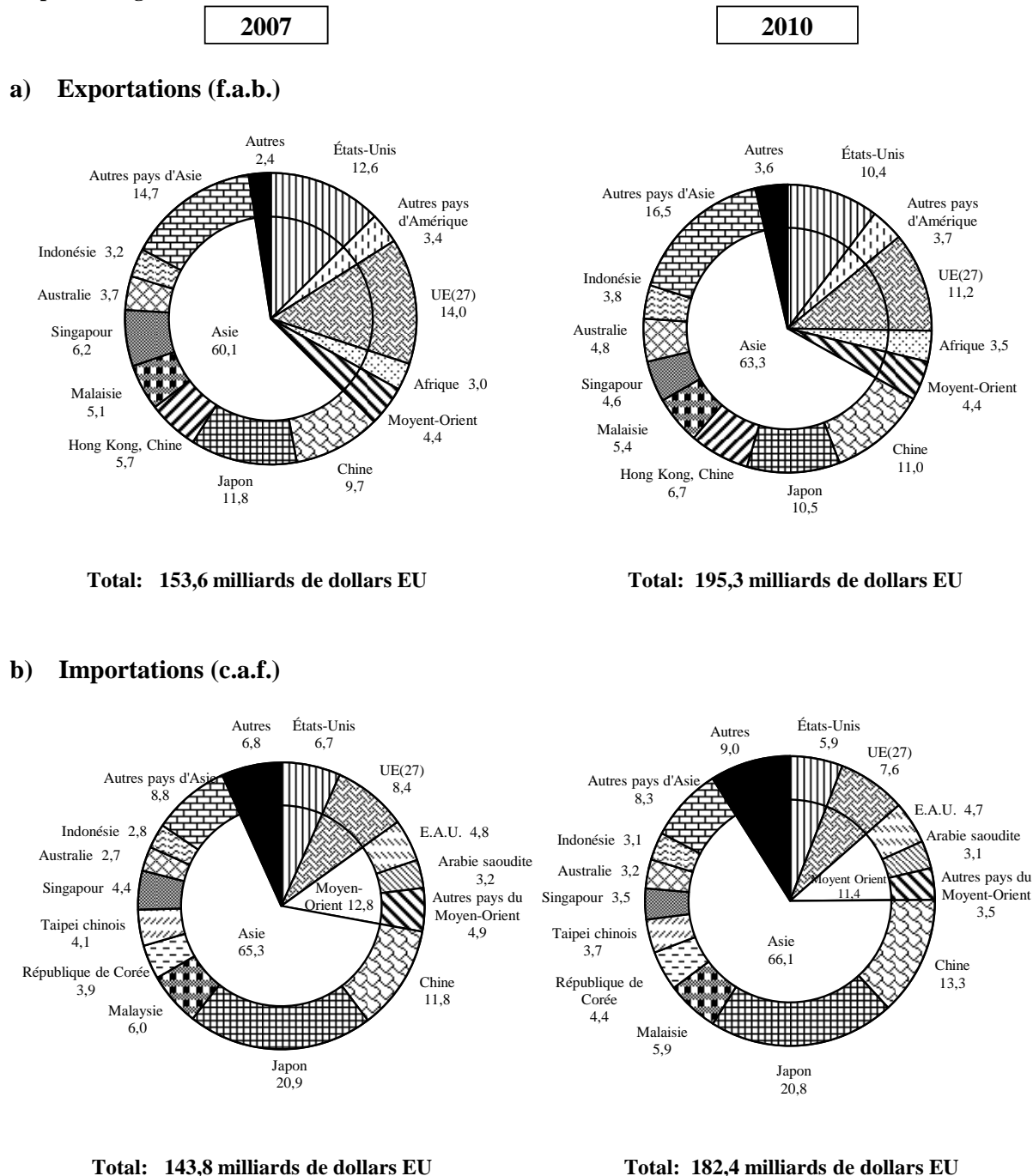
32. La balance des services a été excédentaire tout au long de la période considérée (tableau I.4). Malgré les revers essuyés par l'industrie du tourisme au cours de la période, les recettes provenant de ce sous-secteur ont plus que compensé les paiements au titre des transports, voyages et d'autres services. En 2010, les voyages et le transport de passagers représentaient 68,7% des recettes totales dégagées par les services. S'agissant des flux sortants de services, les dépenses relatives au fret ont augmenté, ce qui correspond à une demande accrue des exportateurs thaïlandais, de même que les redevances et droits de licence et les paiements au titre des "autres" services (y compris les services, droits et commissions concernant la location-exploitation, et les services aux entreprises, les services professionnels et les services techniques). Les services représentaient 14,9% des exportations totales de la Thaïlande et 13,3% des importations totales en 2010.

### iv) Investissement étranger direct (IED)

33. Les flux d'IED à destination de la Thaïlande ont enregistré entre 2007 et 2010 une forte baisse (-43,8%) due en partie aux effets du ralentissement économique mondial et aux incertitudes politiques dans le pays, bien qu'ils aient commencé à remonter au deuxième semestre 2010. Le secteur manufacturier est resté le principal bénéficiaire, ayant attiré 47,5% du total des flux entrants d'IED en 2010 (tableau I.5). L'IED a surtout été dirigé vers des secteurs axés sur les exportations, comme les appareils et machines électriques et le matériel de transport. Les autres grands bénéficiaires de l'IED ont été les établissements financiers, l'immobilier et les industries extractives. Le Japon reste la principale source d'IED (26,1% des flux entrants totaux), bien que la part qu'il représente ait diminué au cours de la période considérée, en particulier en 2010 (tableau I.5), suivi par l'UE et Singapour. La part des États-Unis dans l'IED entrant a sensiblement baissé, tandis que celle de la Suisse a beaucoup augmenté. Celles des pays de l'ASEAN, en particulier Singapour, ont fortement baissé à partir de 2007, principalement en raison de la crise financière mondiale et des incertitudes politiques en Thaïlande.

## Graphique I.2 Répartition géographique des échanges de marchandises, 2007 et 2010

En pourcentage



Source: DSNU, base de données Comtrade.



**Tableau I.4**  
**Commerce de services 2007-2010**  
(Millions de \$EU et %)

	2007	2008	2009	2010
<b>Balance des services</b> (millions de \$EU)	<b>5 921,2</b>	<b>4 826,8</b>	<b>5 504,3</b>	<b>6 533,5</b>
<b>Recettes (millions de \$EU)</b>	<b>30 361,9</b>	<b>33 399,6</b>	<b>29 941,0</b>	<b>34 038,0</b>
	<i>(% des recettes totales)</i>			
Transport	21,0	21,8	18,9	17,4
Fret	5,3	6,5	4,8	5,3
Passagers	13,0	13,0	12,5	10,8
Voyages	54,9	54,4	52,3	57,9
Gouvernement	0,8	1,0	0,9	0,7
Communication	0,8	1,3	1,2	1,0
Construction	1,7	1,8	1,6	1,4
Redevances et droits de licence	0,2	0,3	0,5	0,4
Assurance	1,0	1,3	1,0	0,9
Autres	19,7	18,1	23,6	20,3
<b>Paievements (millions de \$EU)</b>	<b>24 440,7</b>	<b>28 572,8</b>	<b>24 436,6</b>	<b>27 504,6</b>
	<i>(% des décaissements totaux)</i>			
Transport	22,9	24,7	20,9	22,1
Fret	9,0	11,8	10,2	11,7
Passagers	7,1	5,9	5,4	5,6
Voyages	21,0	17,5	17,8	18,4
Gouvernement	1,0	0,8	0,9	0,9
Communication	0,7	0,8	0,9	0,8
Construction	2,6	2,8	3,2	2,6
Redevances et droits de licence	9,4	9,0	9,2	11,2
Assurance	2,1	2,1	2,3	2,1
Autres <sup>a</sup>	40,3	42,4	44,9	41,9

a Y compris la rémunération des employés.

Source: Renseignements en ligne de la banque de Thaïlande. Adresse consultée: <http://www.bot.or.th/English/Statistics/EconomicAndFinancial/externalsector/pages/statbalanceofpayments.aspx> [15 juillet 2011].

**Tableau I.5**  
**Flux entrants d'investissement étranger direct 2007-2010**  
(Millions de \$EU et %)

	2007	2008	2009 <sup>a</sup>	2010 <sup>a</sup>
Total des flux entrants (millions de \$EU)	25 009,6	22 073,1	12 926,4	14 060,1
<b>a) Flux entrants par origine</b>	<i>(% du total)</i>			
Japon	31,4	31,1	40,5	26,1
États-Unis	14,6	6,6	6,4	9,1
UE(27)	17,1	12,9	16,8	20,2
Pays-Bas	4,8	2,7	5,0	8,0
Royaume-Uni	3,4	4,0	4,0	4,3
France	1,5	1,1	1,8	2,2
Belgique	0,4	0,2	0,9	1,2
Danemark	0,3	0,6	0,9	1,1
Allemagne	4,7	2,8	1,2	0,9

	2007	2008	2009 <sup>a</sup>	2010 <sup>a</sup>
ASEAN	19,0	15,0	12,6	13,6
Malaisie	1,8	0,6	0,7	1,3
Singapour	16,3	13,4	11,6	11,9
Hong Kong	3,5	5,3	2,8	4,6
Taïpei chinois	0,6	0,3	0,9	1,0
Corée du Sud	0,7	0,6	1,1	1,2
Chine	0,4	0,2	0,4	0,8
Canada	0,2	0,1	0,4	0,4
Australie	1,1	0,8	0,8	1,2
Suisse	1,5	3,7	5,6	8,6
Autres	9,9	23,3	11,8	13,2
<b>b) Flux entrants par secteur</b>				
Agriculture	0,0	0,1	0,1	0,1
Industries extractives	7,0	2,3	6,5	8,0
Industries manufacturières	38,7	53,1	56,5	47,5
Produits alimentaires et sucre	2,0	2,1	3,0	4,3
Textiles	0,7	0,6	0,8	0,8
Produits métalliques et non métalliques	3,8	3,4	3,7	3,9
Appareils électriques	5,9	12,5	11,0	12,8
Machines et matériel de transport	13,3	12,7	23,9	9,7
Produits chimiques	2,4	3,3	4,4	4,7
Produits pétroliers	3,2	0,1	1,5	1,5
Matériaux de construction	0,1	0,1	0,1	0,1
Autres	7,2	18,3	8,1	9,6
Construction	1,0	0,7	0,5	0,7
Commerce	9,6	3,9	6,7	7,8
Établissements financiers	18,5	18,6	11,5	16,4
Investissement	1,3	0,0	0,0	1,9
Immobilier	8,8	7,0	7,5	8,5
Services	11,3	14,1	8,6	5,8
Autres	3,9	0,1	2,1	3,3

a Chiffres provisoires.

Note Les chiffres couvrent l'investissement dans tous les secteurs.

Source: Données communiquées par la BOT.

34. Bien que le cadre régissant l'IED en Thaïlande soit généralement ouvert dans le secteur manufacturier, d'importantes restrictions concernant la participation étrangère subsistent dans d'autres secteurs, en particulier les services (chapitre IV). Ces restrictions, ainsi que des obstacles réglementaires, des goulets d'étranglement au niveau des infrastructures et une pénurie de main-d'œuvre qualifiée ont contribué à faire diminuer les flux entrants d'IED au cours des dernières années, ce qui donne à penser que le climat de l'investissement peut être amélioré de manière à accroître la compétitivité internationale de la Thaïlande. D'après l'étude de la Banque mondiale sur la facilité de faire des affaires, la Thaïlande occupait la 19<sup>ème</sup> position (sur 183 pays et territoires) en 2010, ce qui représente une perte de sept places par rapport à 2009, mais elle est mieux classée que tous les autres pays de l'ASEAN, à l'exception de Singapour. Le pays a obtenu de bonnes notes en ce qui concerne la protection des investisseurs, le commerce transfrontalier et le traitement des licences,

mais de mauvaises notes pour la création et la fermeture d'entreprise, le paiement des impôts et l'obtention de prêts.<sup>29</sup>

35. Les flux sortants d'investissement direct de la Thaïlande à l'étranger ont plus que doublé au cours de la période considérée (tableau I.6). L'ASEAN en tant que groupe est la principale destination et sa part est passée de 33,5% à 51,3% entre 2007 et 2010. Parmi les pays de l'ASEAN, Singapour est de loin la principale destination, avec 33% de l'IED sortant total, suivie par le Myanmar. La part de l'UE(27), celle des États-Unis et celle du Japon ont toutes diminué au cours de la période considérée, quoi qu'avec d'importantes variations dans le cas du Japon. En revanche, les parts de l'Australie et du Canada ont enregistré de fortes hausses. Celle de la Chine était de 3,9% en 2010 (contre 9,7% en 2009). Dans l'ensemble, les flux sortants d'IED ont surtout été dirigés vers les industries extractives, l'industrie manufacturière, le commerce et les établissements financiers.

**Tableau I.6**  
**Flux sortants d'investissement étranger direct 2007-2010**  
(Millions de \$EU et %)

	2007	2008	2009 <sup>a</sup>	2010 <sup>a</sup>
Total des flux sortants (millions de \$EU)	4 776,1	7 671,7	8 095,1	9 796,6
	(% du total)			
<b>a) Flux sortants par destination</b>				
Japon	1,9	3,5	6,8	1,0
États-Unis	6,3	6,0	3,4	5,4
UE(27)	8,8	5,3	3,3	5,7
Royaume-Uni	7,0	1,6	1,5	3,1
Irlande	0,0	0,0	0,0	0,7
Lituanie	0,2	1,2	0,5	0,5
ASEAN	33,5	46,4	43,7	51,3
Singapour	7,8	13,4	20,6	33,0
Myanmar	16,6	20,5	15,6	12,8
Laos	1,9	2,7	1,7	2,1
Viet Nam	2,0	2,5	1,4	2,0
Indonésie	0,3	1,8	0,7	0,8
Malaisie	3,6	4,8	3,2	0,3
Hong Kong, Chine	11,6	3,6	3,3	3,1
Taipei chinois	0,7	0,3	0,0	0,0
Corée du Sud	0,0	0,3	0,0	0,0
Chine	6,2	3,6	9,7	3,9
Canada	0,1	0,0	0,1	3,6
Australie	0,3	0,5	0,4	5,3
Suisse	1,1	0,3	0,1	0,1
Autres	29,4	30,0	29,2	20,5
<b>b) Flux sortants par secteur</b>				
Agriculture	0,1	0,1	0,0	0,2
Industries extractives	27,3	20,9	25,7	28,4
Industries manufacturières	19,2	29,9	21,8	18,9
Produits alimentaires et sucre	7,9	7,1	3,8	4,3

<sup>29</sup> Renseignements en ligne de la Banque mondiale, "Doing Business". Adresse consultée: <http://www.doingbusiness.org/rankings> [20 avril 2011].

	2007	2008	2009 <sup>a</sup>	2010 <sup>a</sup>
Textiles	0,8	2,4	1,3	0,5
Produits métalliques et non métalliques	0,7	2,4	0,9	1,0
Appareils électriques	3,5	4,2	2,5	1,3
Machines et matériel de transport	1,0	3,7	6,2	1,1
Produits chimiques	1,4	4,1	1,6	3,0
Produits pétroliers	0,0	0,2	0,4	1,1
Matériaux de construction	0,1	0,0	0,0	0,1
Autres	3,7	5,6	5,3	6,5
Construction	1,8	0,9	0,8	0,6
Commerce	5,8	14,1	12,6	15,2
Établissements financiers	6,5	2,9	11,5	11,2
Investissement	20,7	25,5	15,1	18,4
Immobilier	5,7	2,4	1,8	3,3
Autres services	5,8	3,3	10,7	2,7
Autres	7,1	0,0	0,0	1,1

Note Les chiffres couvrent l'investissement dans tous les secteurs.

a Chiffres provisoires.

Source: Données communiquées par la BOT.